

Activité. Quelles sont missions de l'armée française ?

Document 1. Mali : de l'opération Serval à l'opération Barkhane

Rappel des dates-clés depuis le lancement, en janvier 2013, dans le nord du Mali, de l'opération française Serval, qui va être remplacée par l'opération « *Barkhane* » pour lutter contre le terrorisme au Sahel.

2013

11 jan. : Début de l'opération Serval pour stopper la progression des islamistes armés, qui occupent le nord du Mali, et soutenir les troupes maliennes. La veille, des combattants islamistes s'étaient emparés d'une localité dans le centre du pays, menaçant de poursuivre leur offensive vers le Sud.

Dès le 14 janvier, les islamistes évacuent des localités du Nord après des bombardements des forces françaises. La France engage des troupes au sol.

26 et 28 jan. : Les soldats français et maliens conquièrent le bastion islamiste de Gao (nord-est), avant d'entrer sans combats dans Tombouctou. Le 30, les forces françaises prennent le contrôle de l'aéroport de Kidal, les soldats tchadiens arrivant pour sécuriser la ville.

(...)

20 oct. : Des soldats français, maliens et de la Minusma (mission de l'ONU) lancent une opération dans le Nord. Fin septembre, les groupes jihadistes ont repris leurs attaques meurtrières après une accalmie de plusieurs mois. (...)

13 juil. : L'opération Serval est officiellement « *terminée* » et remplacée par l'opération régionale « *Barkhane* » (associant Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) pour lutter contre le terrorisme dans le Sahel. Elle comptera 3.000 soldats français, a annoncé le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian. (...)

La Croix avec AFP

13/7/14 - 15 H 06 - Mis à jour le 13/7/14 - 15 H 28

Document 2. Les FANC au secours des populations du Vanuatu après le cyclone PAM

Suite aux conséquences dramatiques causées au Vanuatu par le cyclone « PAM », les forces armées de la Nouvelle-Calédonie (FANC), en liaison avec le haut-commissariat de la République, la sécurité civile en Nouvelle-Calédonie et l'antenne locale de la Croix-Rouge, ont déployé dès le 15 mars 2015, une équipe de liaison pluridisciplinaire et du matériel à Port-Vila. Du fret humanitaire a également été dépêché par les armées dans la nuit du 15 au 16 mars.

Cette première mission, qui s'inscrit dans le cadre des accords FRANZ, avait pour but de renforcer l'équipe de l'ambassade de France de manière à lui permettre d'établir prioritairement un pont de communication depuis le Vanuatu compte-tenu des dysfonctionnements des réseaux, d'effectuer une reconnaissance des zones touchées et de définir les priorités concernant les besoins de la population sinistrée en lien avec les autorités locales.

Le 16 mars, les FANC ont conduit deux nouvelles missions (reconnaissance aérienne et acheminement fret) au profit des sinistrés du Vanuatu.

Un GARDIAN du détachement de la flottille 25F a été affrété pour effectuer une mission de reconnaissance dans les îles du Sud de l'archipel au niveau des îles de Tanna et de Erromango avec notamment un représentant de l'organisation gouvernementale National Disaster Management Office (NDMO) et l'ambassadeur de France.

Par ailleurs, un avion CASA de la base aérienne 186 a décollé de Nouméa avec à son bord des spécialistes et du matériel d'intervention d'urgence : techniciens de la société Électricité et eau de Nouvelle-Calédonie (EEC), Croix rouge française ainsi que 1 tonne et demi de fret, essentiellement de l'outillage.

Dans la soirée, six ressortissants français présents sur l'île ont été rapatriés à Nouméa où ils ont été pris en charge par une cellule d'urgence médico-psychologique de la Direction de la Sécurité Civile et de la Gestion des Risques (DSCGG).

<http://www.forcesarmees.nc/index.php/8-actualite/106-cyclone-intervention-au-vanuatu>

Document 3. Vigipirate « Attentat » : 1 100 militaires désormais engagés en Île de France (actualisé)

VIGIPIRATE est un plan gouvernemental de renforcement de la sécurité générale du pays auquel participent les armées. Il est destiné à prévenir les menaces ou à réagir face aux actions terroristes.

Le samedi 10 janvier 2015, 250 militaires supplémentaires ont été engagés aux côtés des 850 militaires déjà déployés en région Ile de France dans le cadre du plan Vigipirate.



Provenant du 68^{ème} régiment d'artillerie d'Afrique de la Valbonne, du 1^{er} régiment d'infanterie de marine d'Angoulême, du 126^{ème} régiment d'infanterie de Brive-la-Gaillarde et du 132^{ème} bataillon cynophile de l'armée de terre de Suippes, 250 militaires supplémentaires sont venus renforcer le dispositif de protection en Ile de France.



Ce sont donc aujourd'hui 1 100 militaires qui sont déployés en région parisienne aux côtés des forces de l'ordre pour assurer la sécurité de nos concitoyens au lendemain des prises d'otage qui ont marqué la journée du vendredi 9 janvier.

Dimanche 11 janvier, cet effectif sera porté à 1 350 militaires grâce au renfort de, 250 militaires supplémentaires en provenance du 40^{ème} régiment d'artillerie de Suippes, du 16^{ème} bataillon de chasseurs de Bitche, du régiment de marche du Tchad de Meyenheim et du 13^{ème} régiment de génie de Valdahon.

Parallèlement, dans plusieurs villes de province les réserves du dispositif Vigipirate ont été engagées. Dimanche 11 janvier, ce sont donc près de 1900 militaires qui participeront au plan Vigipirate sur l'ensemble du territoire national.

=====

<http://www.defense.gouv.fr/operations/france/vigipirate-pps/actualites2/vigipirate-attentat-1-100-militaires-desormais-engages-en-ile-de-france-actualise>

Document 4. Les Gardians surveillent les eaux calédoniennes

Le Gardian décolle trois fois par semaine pour des missions de surveillance maritime. À 6 000 mètres d'altitude, l'équipage détecte les bateaux qui circulent dans les eaux calédoniennes. Simplement pour savoir ce qui se passe chez nous. Ces 3 avions ont plusieurs missions :

- celles de surveiller nos côtes et la zone économique exclusive (200 km) pour contrôler les bateaux de pêche sans autorisation, surveiller l'entrée de bateaux étrangers et connaître leurs intentions et destinations.

- celles de surveiller les bateaux pour repérer les dégazages (pollution).

- celles de veiller aux secours dans le cadre de La search and rescue region (SRG) : zone de compétence française reconnue internationalement dans laquelle la France est compétente pour le secours en mer. D'une superficie d'environ un million de km², elle englobe le Vanuatu et est, en partie, commune avec celle de l'Australie. Wallis-et-Futuna n'en fait pas partie. En cas d'infraction de bateaux, les militaires des Gardians communiquent avec le Haut-Commissariat : « Nous transmettons au centre opérationnel interarmées. Ils traitent les informations et sont en liaison avec le Haut-Commissariat qui décide en dernier ressort, souligne Thierry Peverengo. Nous sommes quand même autorisés à dresser des procès verbaux pour pollution. Ils sont ensuite transmis au procureur de la République. Il peut y avoir des amendes importantes à la clef... ».

D'après *les Nouvelles Calédoniennes* du 23/02/ 2002

1) Complétez le tableau ci-dessous après avoir lu les documents

	Opération Serval	Les FANC au Vanuatu	Le plan Vigipirate	Le Gardian
Situez le théâtre des opérations				
Nommez les partenaires de l'armée française				
Quelles sont les actions de l'armée ?				
Quel est donc le mot clé de chaque mission ?				

1) Complétez le tableau ci-dessous après avoir lu les documents

	Opération Serval	Les FANC au Vanuatu	Le plan Vigipirate	Le Gardian
Situez le théâtre des opérations				
Nommez les partenaires de l'armée française				
Quelles sont les actions de l'armée ?				
Quel est donc le mot clé de chaque mission ?				